

7-11-94

AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT PPC/CDIE/DI REPORT PROCESSING FORM

ENTER INFORMATION ONLY IF NOT INCLUDED ON COVER OR TITLE PAGE OF DOCUMENT

1. Project/ Subproject Number

936-5459

2. Contract/Grant Number

DAN-1190-A-00-4092-00

3. Publication Date

4. Document Title/Translated Title

Atelier Régional: Sécurité Alimentaire au Sahel: Bilan des Etudes et Priorités des Recherches sur les Politiques: Compte Rendu
Regional Workshop on Food Security in the Sahel: Review of Past Studies and Priorities for Future Policy Research and Dialogue

5. Author(s)

1.
2.
3.

6. Contributing Organization(s)

Institut du Sahel (INSAH), Bamako, Mali
Department of Agricultural Economics, Michigan State University

7. Pagination

10 p.

8. Report Number

PRISAS Conference Paper No. 91-01

9. Sponsoring A.I.D. Office

AFROffice for Sahel West Africa GEGEID/RAD USAID/Bamako

10. Abstract (optional — 250 word limit)

11. Subject Keywords (optional)

1. Sahel	4.
2. food security	5.
3.	6.

12. Supplementary Notes

Paper also published in English.

13. Submitting Official

Michael T. Weber, Project Director

14. Telephone Number

517-353 8639

15. Today's Date

September 6, 1994

-----DO NOT write below this line-----

16. DOCID

17. Document Disposition

DOCRD INV DUPLICATE

A

COMITÉ PERMANENT INTERÉTATS DE LUTTE CONTRE LA SÉCHERESSE DANS LE SAHEL

INSTITUT DU SAHEL - B.P. 1530 - BAMAKO

**PROGRAMME RÉGIONAL DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL EN MATIÈRE DE
RECHERCHES SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SAHEL (PRISAS)**

**ATELIER REGIONAL:
SECURITE ALIMENTAIRE AU SAHEL:
BILAN DES ETUDES ET PRIORITES DES
RECHERCHES SUR LES POLITIQUES**

Bamako, Mali, 6 - 9 Mai 1991

COMPTE RENDU

COMITÉ PERMANENT INTERÉTATS DE LUTTE CONTRE LA SÉCHERESSE DANS LE SAHEL

INSTITUT DU SAHEL - B.P. 1530 - BAMAKO

**PROGRAMME RÉGIONAL DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL EN MATIÈRE DE
RECHERCHES SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SAHEL (PRISAS)**

**ATELIER REGIONAL:
SECURITE ALIMENTAIRE AU SAHEL: BILAN DES ETUDES
ET PRIORITES DES RECHERCHES SUR LES POLITIQUES**

COMPTE RENDU

Du 6 au 9 mai 1991, s'est tenu à Bamako un atelier régional: Sécurité Alimentaire au Sahel: Bilan des Etudes et Priorités des recherches sur les Politiques, organisé par le PRISAS.

La cérémonie d'ouverture en a été présidée par Madame Le ministre du Développement Rural et de l'Environnement du Mali en présence du Directeur Général de l'INSAH et du Directeur de l'Accord de Coopération MSU-USAID F.S.A. en matière de recherche sur la sécurité alimentaire en Afrique.

Les travaux ont débuté par des remarques préliminaires du Coordonnateur du PRISAS, Mr. Josué Dioné, relatives à la présentation du PRISAS et au programme de l'atelier.

Concernant le PRISAS, Mr. Dioné a rappelé que son but est de "renforcer la capacité des institutions sahéniennes en général, et de l'INSAH en particulier, à mener des études appropriées sur les questions de sécurité alimentaire régionale et à stimuler des interactions soutenues entre chercheurs et décideurs sahéniens sur de telles questions".

Ainsi, ce premier atelier s'inscrivant dans le cadre des objectifs du PRISAS a visé "l'identification des sujets prioritaires de recherche pour l'ensemble des pays du Sahel à travers les trois (3) thèmes suivants:

- Offre: production, commerce extérieur et aide*
- Distribution: commerce intérieur*
- Demande : consommation et nutrition.*

Il convient de noter à ce niveau qu'une remarquable synthèse des travaux menés dans le domaine de la sécurité alimentaire au Sahel, réalisée par Mr. Dioné, a servi de document de base pour l'atelier.

Conformément à l'ordre du jour, on peut résumer le déroulement des travaux après la présentation de Mr. Dioné comme suit:

L'atelier s'est d'abord poursuivi par un exposé de Mr. John Staatz sur des aspects relatifs à la définition et aux dimensions de la sécurité alimentaire en guise d'introduction générale et par une communication de Mr. Mike Weber sur l'expérience d'un programme similaire au PRISAS en Afrique Australe.

Par la suite, les thèmes sus-cités ont été abordés l'un après l'autre, d'abord en plénière avec des exposés introductifs spécifiques suivis de discussion, avant d'être approfondis en petits groupes de travail regroupant 2 à 3 pays; cette démarche a eu pour objectif de permettre à chaque pays d'identifier des sujets prioritaires de recherche.

Enfin, les sujets ainsi inventoriés par thème pour chaque pays ont été confrontés pour déterminer un agenda national de priorités de recherches et identifier des sujets prioritaires de recherche d'envergure transnationale.

Exposé 1 :

"Sécurité Alimentaire: Définition, Dimensions et Implications pour la Recherche sur les Politiques"

Présenté par John Staatz

Dans sa définition de la sécurité alimentaire, Mr. Staatz a insisté particulièrement sur une vision de système alimentaire. Cette définition fait ressortir les aspects accessibilité et disponibilité ainsi que le degré d'agrégation et la dimension temporelle (transitoire ou chronique); ce dernier aspect requiert une compatibilité des politiques (mesures) de court, moyen et long termes pour juguler l'insécurité alimentaire. De la même manière, une bonne politique nationale alimentaire doit veiller à ce que les mesures prises n'aient pas des effets contraires à différents niveaux d'agrégation.

Les discussions ont essentiellement porté sur la hiérarchisation des concepts sécurité alimentaire et autosuffisance alimentaire qu'on a trop souvent tendance à utiliser comme synonymes. Toutefois, il est apparu au cours des débats que l'autosuffisance alimentaire doit être considérée comme une composante de la sécurité alimentaire parmi tant d'autres et que son rôle dans une politique de sécurité alimentaire doit considérer les coûts qu'elle engendre. Ainsi, quel que soit le niveau d'autosuffisance (au niveau individuel ou à celui de l'état), il convient de rechercher une adéquation des revenus pour assurer une sécurité alimentaire; ce qui met en exergue le rôle des filières non alimentaires dans la recherche de sécurité alimentaire.

Par ailleurs la nécessité d'une analyse intégrée impliquant une collaboration pluridisciplinaire, incluant notamment la dimension culturelle et nutritionnelle de la consommation alimentaire a été mise en évidence.

Remarques sur l'expérience du Programme UZ/MSU/SADCC en matière de recherche et de dialogue sur les politiques de sécurité alimentaire en Afrique Australe

Présenté par Mike Weber

L'exposé de Mr. Weber a trait à l'expérience conjointe de Michigan State University (MSU), de l'Université du Zimbabwe et des pays de l'Afrique Australe (SADCC). Au début, l'objectif était de créer un réseau dans lequel les chercheurs échangeraient leurs expériences. Pour y parvenir, il a été organisé annuellement une conférence sur la sécurité alimentaire. Ce forum est devenu ainsi l'occasion pour les chercheurs de la sous-région de présenter les résultats de leur recherche.

Les travaux présentés sont collectés, publiés et distribués à tous les niveaux. Le désir de publier devient alors un défi pour l'ensemble des chercheurs.

Le second objectif était de promouvoir la communication entre chercheurs, travailleurs de l'Etat et décideurs. C'est ainsi que toutes les parties sont conviées à la conférence annuelle, prennent connaissance des résultats et recommandations et font part également de leurs préoccupations.

Un autre aspect intéressant est d'amener les chercheurs à dégager des thèmes pratiques dont l'étude aidera à résoudre des problèmes stratégiques, de discuter avec les décideurs et de disposer rapidement des résultats de recherche.

En effet, le problème de financement demeure toujours entier. Pour l'expérience UZ/MSU/SADCC, ce n'est qu'après les trois (3) premières années que le groupe est devenu crédible au point d'obtenir régulièrement le financement de ces activités.

En définitive, il se constitue un solide mouvement à travers les politiques intégrées comme réponse à la problématique de la complexité de la sécurité alimentaire.

Pour conclure, Mr. Weber a affirmé que des questions demeurent toujours pour ce qui est de la réalisation du forum au niveau national et de son renforcement au niveau régional en Afrique Australe (SADCC). Les rencontres nationales doivent servir à alimenter les débats au niveau régional.

Thème 1: Offre: production, commerce et aide

Introduit par Ousmane Badiane et Henri Josserand

Dans un exposé bref, Mr. Badiane a fait ressortir dans différents tableaux certaines préoccupations des économies sahéliennes à savoir:

- la production agricole stagnante face à des importations alimentaires croissantes;
- le contraste entre les importations et le revenu des exportations;
- des indices d'instabilité très élevés

Face à ce défi, il a insisté sur la nécessité de:

- a). relancer le secteur agricole en général afin d'augmenter les disponibilités locales et les capacités d'importations;
- b). promouvoir le commerce régional pour stabiliser les marchés agricoles locaux.

Une politique de développement agricole accéléré en retour nécessite une bonne connaissance et un suivi constant de la dynamique de production et de l'offre agricoles et l'amélioration des systèmes commerciaux et de distribution de produits agricoles et alimentaires. D'où la nécessité pour les centres nationaux de multiplier leurs efforts à trois niveaux:

- **marché des facteurs:** les marchés financiers ruraux, l'utilisation des intrants modernes, les déterminants des investissements au niveau du système ménage/exploitation, marchés de la main d'oeuvre en milieu rural;
- si tous ces éléments contribuent à une dynamique du secteur agricole, il n'en demeure pas moins que les **coûts de transaction** doivent être maîtrisés par les acteurs à tous les niveaux. A cet effet, l'accent doit être mis sur l'analyse du processus de libéralisation des marchés agricoles, les obstacles au commerce domestique, les coûts d'intervention sur les marchés ruraux et la capacité des opérateurs privés dans la distribution d'intrants et de crédit aux producteurs;
- enfin, l'orateur a insisté sur la nécessité de mieux se pencher sur l'environnement macro-économique afin de mieux saisir les **interactions entre les politiques macro-économiques** et la performance du secteur agricole.

En ce qui concerne la question fondamentale qu'est le progrès technologique, Mr. Badiane a noté que les avantages comparatifs sont et demeurent un combat technologique.

Cette présentation a été suivie par celle du Mr. Josserand qui a mis l'accent sur

l'aide alimentaire comme un facteur intégré de la politique économique nationale. Selon lui l'aide alimentaire prend de nombreuses formes (aliments, food for work, fonds de contre-partie). Sous forme d'aliment, l'aide alimentaire doit s'insérer dans une politique alimentaire nationale cohérente et sous forme de fonds de contre-partie, elle s'insère dans la politique économique nationale. En définitive, il faut retenir **qu'on ne doit pas subir l'aide alimentaire**: elle est un instrument de développement.

La leçon principale qui se dégage de la charte de l'aide alimentaire est qu'elle exige **concertation** et **dialogue** qui se traduisent dans la pratique par (3) trois niveaux:

- le disponible qui se réfère aux estimations;
- les besoins évalués à la suite du suivi des populations;
- la gestion et les effets de l'aide alimentaire.

Une aide ne peut être bien gérée que si elle intègre ces niveaux; et vouloir les dissocier revient à un risque.

Il faut admettre que l'aide alimentaire peut avoir des conséquences macro-économiques.

La seconde question soulevée a trait à la **diversification des revenus** qui selon le Mr. Josserand a deux composantes: minimisation de risque et utilisation optimale des ressources. Ces deux concepts sous-tendent la diversification, mais peuvent être aussi en opposition.

Enfin pour ce qui est de l'élevage, la réalité historique du Sahel a été affectée par plusieurs phénomènes à savoir: les deux grandes sécheresses, l'expansion démographique, les politiques non adaptées et les importations à partir des marchés européen et sud américain. L'ensemble de ces facteurs a pour conséquence une profonde perturbation des systèmes de production et de zones écologiques de production.

Les conséquences pour le Sahel sont une dépression du secteur élevage, la baisse des recettes d'exportation, la perte des interactions agriculture - élevage (fumure, fertilité des sols, culture attelée).

Pour les pays de la côte qui sont les clients privilégiés du Sahel, des avantages certains ont été tirés. Pour ces pays, il se pose un problème de choix politique à savoir dans quelle proportion l'importation va se faire à partir du Sahel, en dehors de la sous-région et dans quelle proportion il faut développer la production nationale.

Dans les débats, les questions soulevées vont des préoccupations spécifiques des pays à la compréhension des concepts. En outre, il s'agit du problème de l'exode qui nécessite une politique d'emploi à moyen et long termes, le développement du crédit traditionnel, la reconversion de la logique de l'aide alimentaire, la contribution des activités non agricoles à la sécurité alimentaire, la nécessité de l'interaction des secteurs pour une dynamique globale, la non fiabilité des statistiques officielles, la dynamique des organisations paysannes et le faible niveau technologique.

Exposé 2:

"Modèle de Simulation Micro-Macro-Economique de l'ISRA"

Présenté par Mamadou Sidibé

A la suite de ces exposés introductifs au thème 1, ledit modèle traitant des effets de l'environnement politique sur les décisions de production au niveau de la ferme, entre autres, a été présenté.

Dans son exposé où il a décrit brièvement le modèle dans ses composantes principales et énuméré les utilisations potentielles et effectives du modèle, Mr. Sidibé a insisté particulièrement sur le caractère réducteur d'incertitude du modèle. Par rapport à la fiabilité des données et hypothèses de base, il a attiré l'attention sur l'importance du calcul de sensibilité qui permet de déterminer l'intervalle de validité des résultats du modèle.

Il est ressorti des discussions que le modèle prend en compte les interactions entre cultures vivrières et de rente, étant donné qu'il détermine lui-même l'assolement au niveau de la ferme suivant l'objectif d'une couverture optimale des besoins alimentaires considérant l'autoconsommation et les achats à partir des revenus tirés des cultures de rente.

Il convient également de noter que le modèle est le fruit d'une collaboration pluridisciplinaire avec des chercheurs de l'ISRA et du MSU.

Utilisé déjà dans la dérivation de prix optimaux au producteur au Sénégal, le modèle présente aujourd'hui un intérêt certain pour d'autres pays, notamment pour la Gambie qui a déjà entrepris des démarches dans le sens de son utilisation après adaptation.

Thème 2: Distribution: commerce intérieur

Introduit par Mbaye Yade et Josué Dioné.

L'exposé de Mr. Yade, expert en commercialisation du Programme d'Appui Régional aux Offices Céréalières (PAROC), un projet du CILSS, a porté d'abord sur les objectifs de ce projet. Ensuite, il a interpellé la recherche sur des questions actuelles, relatives aux offices céréalières qui ont trait notamment:

- au rôle qui devrait leur être dévolu dans l'environnement politico-économique actuel,
- aux effets de synergie possibles entre-eux et le secteur privé,
- à l'amélioration des systèmes d'information sur les marchés,

- à l'élaboration de critères objectifs permettant de déterminer le niveau et la répartition du stock national de sécurité,
- à l'identification des zones à risque et des populations vulnérables.

Mr. Dioné, quant à lui, a axé son intervention sur l'impact que la libéralisation peut avoir sur la production et l'offre globale, et sur les aspects relatifs à l'accès (libre circulation, coûts des transactions). De son point de vue, cet impact doit constituer un sujet de recherche, étant donné que peu d'informations objectives existent dans ce domaine.

Considérant la commercialisation comme une activité économique au même titre que la production, il a évoqué la nécessité de mieux comprendre les effets des bénéfices des commerçants sur les réinvestissements dans la fonction commerciale et les autres principales activités des filières en général.

D'autre part, il a insisté sur le rôle de l'Etat dans la prestation de services publics tels que information, infrastructure et environnement légal; lesquelles prestations de l'état doivent favoriser un niveau acceptable de compétition, d'intégration spatiale et temporelle des marchés ainsi que la solution à des problèmes aigus comme le financement, les pratiques digopolistiques, etc...

Les discussions ont fait ressortir des réserves liées à la libéralisation et aux espoirs simplistes fondés en elle. Cependant, il a été précisé que le seul retrait ou repli partiel de l'Etat de la commercialisation des produits alimentaires, qui pourrait se traduire dans certains des cas par le remplacement d'un monopole ou oligopole public par un monopole ou oligopole privé, ne signifiait pas libéralisation. Cette libéralisation nécessite des mesures d'accompagnement, comme évoqué plus haut, d'autant plus qu'il s'agit fondamentalement de supprimer toutes les distorsions des filières cibles.

Thème 3: demande: consommation et nutrition

Introduit par Souleymane Soulama et Thomas Reardon

D'abord Mr. Soulama a insisté sur la nécessité de se situer dans une perspective "SYSTEMES ALIMENTAIRES". Il a distingué 5 sous-systèmes de production, de stockage, de commercialisation-distribution, de transformation et enfin de consommation alimentaire proprement dite. Ainsi la consommation apparaît elle comme une étape (finale) d'un long processus; et la sécurité alimentaire dépend de l'efficacité et de l'efficience du système à tous les niveaux. Il a ensuite indiqué les 3 niveaux d'approche système du CEDRES, niveau macro, micro et filière. Selon lui, l'examen pertinent dans la consommation alimentaire devrait se faire au niveau micro en particulier du ménage, voire de l'individu.

Il a ensuite indiqué quelques points de recherches:

- le problème d'évaluation de la quantité et de la qualité nutritionnelle qui rend impossible une planification fiable;

- le problème de la détermination des paramètres de distribution au niveau de la famille;
- la combinaison optimale à rechercher dans le cas d'une intégration au marché versus autosubsistance.

Cette introduction a été suivie par la présentation de Mr Reardon qui a tenté de répondre à des questions qui, selon lui, constituent des problématiques en matière de recherche sur la consommation, notamment:

- la question du pourquoi des études de consommation; il a souligné la nécessité d'analyser d'abord les effets, à travers les prix et la disponibilité des produits vivriers, des changements de politique (p.e. tarifs sur le riz), de structure économique (p.e.: urbanisation) et de conjoncture (p.e. sécheresse) sur les consommateurs urbains et ruraux avant de préciser les besoins d'intervention (impacts sur la nutrition);
- le survol de quelques résultats d'enquête dans le Sahel a donné l'occasion de révéler des pratiques de la population liées aux contextes économiques (tel que les caractéristiques de l'emploi) et à la zone d'habitation. C'est ainsi qu'il a été noté que la consommation de riz est importante dans les villes et que la consommation de ce produit est peu sensible à la variation des prix. Une des principales raisons à cela est l'importance de la consommation de riz dans les gargotes. Pour ce qui est des ruraux, elle est peu importante globalement, mais présente des disparités régionales. La consommation de blé n'est importante que chez les riches. Le maïs n'est consommé que dans une proportion globale de 15% à 20%, mais devient beaucoup plus important lors des sécheresses dans le Nord (qui importe des quantités substantielles du Sud du Sahel et du Nord de la côte);
- une application à l'analyse est donnée par l'exposé des résultats qui expliquent les impacts, par exemple, d'une hausse du tarif à l'importation du riz sur les consommateurs ou une forte augmentation de la production du maïs sur sa demande;
- les lacunes de recherches: elles se localisent à trois (3) niveaux:
 - . le rapport couverture/période (il faut plus d'études et dans l'espace et dans le temps pour pouvoir généraliser);
 - . les produits transformés/préparés et non céréaliers (du point de vue de l'offre et de la demande);
 - . les liens avec la recherche sur l'offre.

A la suite des débats, il a été retenu de faire plus de recherches dans ce domaine encore relativement vierge.

L'atelier a abouti à une détermination d'un agenda de priorités de recherches tant d'intérêt national que sous-régional résumé dans l'annexe qui suit. Il a été retenu que dans les 3 mois qui suivent, la coordination du PRISAS appuie les équipes nationales de chercheurs dans l'élaboration de documents plus substantiés autour des problématiques et méthodologies relatives aux axes prioritaires de recherche identifiés. Certains de ces protocoles déboucheront sur des projets d'étude concrets à mettre en oeuvre dans le cadre explicite d'une première ronde d'activités du Programme PRISAS en 1991/92.

A N N E X E :

THEMES PRIORITAIRES D'INTERET COMMUN

1. Etudes des interactions micro-macroéconomiques pour guider:
 - (a) le choix des priorités en termes sectoriels et de filières,
 - (b) l'évaluation des technologies et des avantages comparatifs,
 - (c) l'examen des effets des réformes de politiques sur la production, les liens inter-sectoriels et la consommation.
2. Etudes centrées sur la diversification et la croissance des revenus:
 - (a) Compétitivité des produits d'exportation (produits de l'élevage, cultures industrielles et horticoles, etc.) sur les marchés régional et international,
 - (b) Synergies entre cultures de rente et cultures vivrières,
 - (c) Interactions entre agriculture et activités non agricoles;
3. Structure, fonctionnement et performances des marchés des facteurs de production, avec un accent particulier sur les marchés du travail en milieu urbain et rural et les marchés des intrants agricoles;
4. Impact de l'environnement institutionnel et juridique sur le fonctionnement, l'efficacité et l'efficience des marchés des intrants et des produits des principales filières agro-alimentaires;
5. Etudes axées sur la consommation et la nutrition:
 - (a) Déterminants et dynamique des modèles de consommation alimentaire,
 - (b) Détermination de niveaux optimum d'agrégation pour fins d'investissement visant à améliorer l'état nutritionnel des populations,
 - (c) Mécanismes de ciblage optimum de l'aide alimentaire.